

marché de l'emploi, etc., tendant à s'organiser autour de la question de la mondialisation dans ses dimensions économique et culturelle. Ces débats manifestent l'existence d'une véritable ambivalence vis-à-vis de ces aspects de la mondialisation : cette dernière est souvent à la fois perçue comme un processus susceptible d'écartier plusieurs types d'archaïsmes et de tabous, mais elle suscite aussi de l'inquiétude quant à la possibilité de préserver une certaine autonomie, dans le choix des formes d'organisation sociale, et dans l'ordre intellectuel et culturel.

Cette inquiétude n'est pas le fait des seuls traditionalistes. Nombre d'intellectuels formés à l'Ecole Occidentale, se demandent si la mondialisation ne conduit pas à l'imposition de divisions mondiales des tâches, dans lesquelles des fonctions subalternes et d'exécution seront souvent assignées aux intellectuels des pays dits en développement.

Vue sous cet angle, la mondialisation apparaît comme antinomique à l'inter culturalité, dans la mesure où cette dernière suppose la mise en place de réseaux d'échange entre partenaires non seulement actifs mais surtout relativement autonomes .

Conclusion :

Le principe de la démocratisation de l'enseignement reste pour les décennies à venir, un enjeu majeur. Toute fois le système éducatif doit répondre à d'autres objectifs plus complexes mais également plus importants.

La société de demain sera sans doute une société de connaissance à laquelle le système éducatif doit donner les réponses appropriées pour éviter l'apparition d'une fracture entre ceux qui savent et comprennent et ceux qui ne savent pas, entre ceux qui maîtrisent les langues et peuvent naviguer librement dans l'univers des connaissances et ceux qui ne peuvent pas. L'enjeu pour le système éducatif est de taille, car il y a urgence à mettre en œuvre un ensemble d'actions éducatives pour réduire les écarts, non seulement, entre les individus mais aussi entre les sociétés dites développées ou en voie de développement. Ainsi le système éducatif peut créer les conditions favorables à une inter culturalité active et positive, sans le choc de la civilisation scientifique et technique qui a fait naître un sentiment d'insécurité chez les individus et les sociétés qui ont une faible maîtrise de cette avancée formidable des connaissances.

Une sorte de dichotomie apparaît dans les activités de la recherche scientifique, dichotomie dont l'effacement progressif devait constituer l'indice des progrès qu'elle est appelée à réaliser : il s'agit de dichotomie entre les sciences sociales et humaines et les sciences « dures » et technologiques : les premières étant plutôt portées à étudier les spécificités sociales et culturelles algériennes, les autres plutôt occupées à assimiler et à transposer les résultats de la science et de la technologie mondiales.

2.3- L'enseignement supérieur, l'emploi des diplômés et l'émigration des intellectuels.

Depuis une quinzaine d'années, les emplois proposés aux diplômés de l'enseignement supérieur, ont eu tendance à se raréfier, pendant que le nombre de ces diplômés tend à augmenter. (Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est passé de 22.917 en 1989-1990 à 52.804 en 1999-2000).

Les difficultés des diplômés à trouver des emplois, et en particulier des emplois qui ne soient pas trop déclassés ou « déclassants », a eu pour conséquences de valoriser, ce que l'on pourrait appeler, pour aller vite, l'« ailleurs ». L'idée qu'il faut intégrer à sa stratégie scolaire et universitaire l'objectif d'une émigration vers un pays étranger, semble maintenant bien établie et bien répandue, non seulement parmi les étudiants, mais déjà parmi les lycéens.

La prise en compte de plus en plus forte de cette perspective d'émigration est incompatible avec l'isolationnisme culturel et constitué presque une inclinaison naturelle à l'inter culturalité .

Le problème de l'émigration d'une proportion relativement importante des diplômés de l'université algérienne, laisse apparaître une véritable contradiction : les efforts qu'elle peut entreprendre pour favoriser la formation d'élites dans différentes branches scientifiques et littéraires risque de perdre toute signification dans la mesure où, par leur réussite même, ils accroissent la possibilité de l'exode d'une part importante de ces élites.

2.4- Enseignement supérieur et mondialisation

Les débats concernant l'évolution linguistique, les équilibres entre les disciplines (poids relatif des disciplines littéraires, scientifiques et technologiques etc.), les rapports entre les institutions de formation et le

Cette situation a en quelque sorte multiplié les profils linguistiques individuels : il y a chez chaque groupe d'enseignants voire chez chaque enseignant une combinaison spécifique des niveaux de langue arabe, tamazight, française, anglaise et autres.

On peut se poser la question de savoir si ce pluralisme linguistique de fait favorise ou non l'inter culturalité.

2.2- Enseignement Supérieur et recherche scientifique

La capacité du système éducatif algérien, et particulièrement de l'Université, à recevoir à assimiler et à exploiter les savoirs, les technologies et les innovations culturelles tels qu'ils se développent dans le monde, est en quelque sorte mise à l'épreuve dans les institutions et les dispositifs de recherche scientifique dont l'Algérie s'est dotée.

Les objectifs d'industrialisation rapide du pays qui avaient été fixés à l'Indépendance et qui ont inspiré la politique économique et la politique scolaire algériennes jusqu'au début des années quatre vingt, ont induit la nécessité de mettre sur pied des institutions de recherche scientifique .Ces dernières , qui ont connu, du point de vue de leur organisation et de leur statut une certaine instabilité , ont eu à assumer simultanément plusieurs fonctions, comme celle de stimuler la recherche dans le cadre des post-graduations universitaires, de créer des centres et des laboratoires de recherche, et aussi d'encourager et de coordonner la recherche au sein de structures non universitaires (agriculture,santé, etc).

Les tâches que doit accomplir la recherche scientifique dans des pays comme l'Algérie sont difficiles , car il s'agit tout à la fois de ne pas se laisser trop distancer , au moins au niveau de l'information qu'on peut en avoir, par les changements ou les perfectionnements scientifiques qui se multiplient dans le monde, et aussi, de faire apparaître les spécificités des conditions naturelles, sociologiques, voire idéologiques auxquelles les données de la science universelle doivent être adaptées.

Il est ainsi par exemple significatif d'observer que, depuis deux ou trois années, s'est développé parmi les chercheurs en sciences sociales ou dans les milieux concernés par les sciences de l'ingénieur, tout un débat sur la notion d'innovation, qui combine aussi bien des préoccupations d'ordre organisationnel ou « managériale » que des questionnements d'ordre sociologique ou anthropologique, et bien entendu des thèmes liés à l'accélération des changements technologiques.

Le volet universitaire de la politique linguistique suivie en particulier depuis le début des années 80, a favorisé l'instauration d'une dichotomie linguistique, car les mesures d'arabisation des enseignements et aussi de la gestion administrative, des structures universitaires... ont conduit à une arabisation quasi-complète des enseignements de sciences sociales et humaines, et le maintien dans une mesure considérable de l'usage du français dans les enseignements scientifiques et technologiques.

Il faudrait soumettre à une véritable analyse d'ethnolinguistique la pratique de l'usage de l'arabe dans les institutions universitaires.

On peut d'abord noter que dans les filières de sciences sociales et humaines se sont progressivement effacés bon nombre des obstacles qui pouvaient affecter la communication entre les enseignants principalement arabisants et les promotions successives d'étudiants. La progression de l'arabisation des enseignements secondaires a doté l'ensemble des étudiants d'une aptitude suffisante aux différents usages de ce que l'on pourrait appeler l'arabe classique standard.

Il faudrait pouvoir analyser les effets sur les niveaux d'exigence intellectuelle et scientifique de cette proximité linguistique qui tend à caractériser désormais émetteurs et récepteurs des messages didactiques.

Cette proximité se réalise en effet sur le fond d'un accès difficile à l'information scientifique, auquel se heurtent aussi bien les enseignants arabisants que les enseignants francisants.

Cette homogénéité linguistique qui a tendu à se réaliser dans les filières de sciences sociales et humaines, ne s'est pas produite dans les filières des sciences exactes : dans celles-ci, les étudiants ont à fournir d'importants efforts d'adaptation linguistique car la majorité des enseignants s'expriment plutôt en français.

Sans entrer dans l'analyse détaillée de ces diverses situations linguistiques, on peut observer que plusieurs facteurs sociaux ou pédagogiques tendent à imposer un plurilinguisme de fait à l'Université ; parmi ces facteurs citons l'évolution déjà très avancée de l'économie du pays vers le libéralisme, le développement de l'utilisation de l'Internet, le développement d'une influente presse nationale en langue française, une certaine diminution des relations intellectuelles avec les pays arabes etc.

On peut multiplier les exemples : le structuralisme, le déconstructionnisme, le laconisme, et d'autres formes de prolongements de la pensée de Freud, etc. ont tour à tour ou simultanément irrigué les discours universitaires.

L'accueil à ces changements d'approche conceptuelle ou méthodologique varie selon les différents groupes d'intellectuels qui constituent la communauté universitaire ou para-universitaire.

Elle varie en particulier significativement selon le degré d'appropriation par ces groupes de ce que l'on peut appeler la ou les cultures traditionnelles algériennes et la culture arabe classique.

Certains de ces groupes rentrent en quelque sorte de plein pied dans les problématiques et les controverses dont les lieux d'éclosion sont généralement les capitales occidentales. Significativement ont par exemple été les discussions qui se sont développées entre les linguistes algériens, partagés, malgré leur petit nombre entre structuralistes à la Martinet ou générativistes à la chomsky etc.

Dans la critique littéraire, on trouve parmi les professeurs de langue et littérature arabes aussi bien des analystes qu'on peut appeler faute de mieux « lansonniens », que d'autres enseignants ou chercheurs influencés par l'œuvre de R.Barthes, M.Foucault, J.Genette, ou J.Derride, etc.

On voit ainsi se profiler une problématique sociologique difficile, celle qui consiste à savoir quels sont les impacts de cette inter culturalité universitaire sur la société dans son ensemble. (En particulier par sa diffusion dans l'ensemble du système d'enseignement).

Parmi les différentes fonctions de l'Université, nombreuses sont celles qui ont une dimension liée à l'inter culturalité. Nous évoquerons ci-dessous, à titre d'exemple, trois d'entre-elles.

2.1-Langue d'enseignement universitaire et relations internationales.

Les universitaires algériens ont eu à gérer au mieux les situations que l'évolution de la situation linguistique a produites dans les différentes institutions de l'Enseignement Supérieur. La gestion de ces situations a eu à prendre en compte objectivement les relations entre l'Université algérienne et les autres Universités du monde avec lesquelles elle est en relation.

Le rapport du CNES* indique que chaque année, on enregistre une sortie de 500 000 élèves sans diplômes ni qualifications. Ces données soulignent l'ampleur du problème.

L'indice le plus parlant qui résume cette faiblesse est le taux de déperdition du fondamental au supérieur. Il est de l'ordre de 95% (CNES 2000) c'est à dire, 5% seulement des enfants qui rentrent à l'école du fondamental arrivent à l'université.

Par ailleurs, les taux de réussite au BEF et au baccalauréat sont très faibles. Ils étaient, en juin 1999, respectivement de 33.24% et de 24.6%.⁽¹⁾ Dans l'enseignement supérieur le taux de réussite en première année universitaire dépasse rarement les 30% . Les étudiants séjournent de plus en plus longtemps à l'université avant d'obtenir leur diplôme.

La nécessité d'une réforme en profondeur du système éducatif à été fortement soutenue à tous les niveaux, afin de surmonter les différents dysfonctionnements et de relever le défi des changements aussi bien internes qu'externes.

2- L'Université comme instance d'inter culturalité

L'université constitue l'un des lieux les plus importants de l'actualisation de l'inter culturalité en Algérie. C'est loin d'être le seul ; l'univers des entreprises représente ainsi, par exemple, une importante instance d'accueil d'assimilation et d'adaptation d'apports culturels importants, en particulier ceux qui sont implicitement liés aux technologies transférées dans nos sociétés.

Parmi tous ces canaux d'échange culturel l'Université occupe une place « névralgique », dans la mesure où elle constitue une instance de captation de courants d'idées pouvant relever aussi bien de la littérature que de la philosophie, des méthodes historiques, de l'économie, de la psychologie etc...

A quel degré les évolutions théoriques conceptuelles, méthodologiques, etc., dans ces domaines, trouvent leur écho, dans les contenus des enseignements, des débats, des terminologies utilisées ?

* CNES (200) rapport formation – emploi.

⁽¹⁾ Source : ministère de l'éducation nationale.

Ces effectifs représentent plus de 28% de la population. En 1970 le système éducatif regroupait 16.11% seulement de la population.

Entre 1966 et 1998 le nombre d'élèves des deux premières cycles de l'enseignement fondamental a été multiplié par 3.4 ; celui des élèves de troisième cycle par 15.9 et celui de l'enseignement secondaire par 60.

De plus, on peut noter des écarts importants dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il y avait seulement 23 étudiants pour 100.000 habitants en 1963 et on en compte 1450 en 1999. Le pays a formé moins de 10 diplômés universitaires pour un million d'habitants en 1963 et presque 1400 en 1999.

L'encadrement pédagogique dans les différents niveaux est assuré par plus de 350 milles enseignants et formateurs. Cet effectif a été multiplié par 13 depuis l'indépendance .

Le réseau infrastructurel est composé de 21 662 établissements, repartit de la manière suivante :

- 15729 Ecoles primaires
- 3315 Collèges
- 1218 Lycées
- 1333 Centres de formation
- 67 Au établissements d'enseignement supérieur

Pour faire face à cette croissance, l'état a consacré à l'éducation 5 à 7 % de la richesse nationale.

L'ensemble de ces données démontrent la volonté de la société, à vouloir concrétiser le principe de démocratisation de l'enseignement. Cependant les efforts fournis et les moyens utilisés n'ont pas assuré l'enseignement de qualité souhaités. Il est largement admis que le système éducatif ne fonctionne pas avec l'efficacité escompté.

En effet le taux des déperditions scolaire est de 8% des effectifs de l'éducation et de 30% de celui des stagiaires en formation professionnelle.

par apprentissage, la formation à distances et la formation en cours de soir).

L'enseignement supérieur est le couronnement de la voie royale du parcours scolaire. Ainsi, il est réservé presque exclusivement aux jeunes ayant obtenu le baccalauréat. Au même titre que l'enseignement fondamental et secondaire, l'enseignement supérieur a connu une extension rapide et substantielle. Il est dispensé dans différents établissements, notamment les universités, les grandes écoles, les institutions, l'université du soir...

1.2 La croissance des effectifs

Le système éducatif, de part les objectifs qui lui ont été assignés, tels que l'enseignement de base pour tous et l'égalité des chances d'accès et de réussite, se devait d'affronter avec rigueur en premier lieu, le principal défi, qui est celui du nombre.

En effet, le besoin d'élargissement permanent des infrastructures et la mobilisation des moyens humains et financiers conséquents, a été le facteur déterminant dans le processus du développement du système éducatif.

A titre illustratif l'effectif des apremants en 2000 s'élève à 8.441.000^() et se répartit comme suit :*

* Education	7.661.000
• Enseignement fondamental	6.739.000
• Enseignement secondaire	922.000
* Formation	325.000
* Enseignement supérieur	455.000
Total	8.441.000

(*)Source : séminaire international sur le financement de la formation professionnelle 24 - 27 septembre. (2002) Alger.

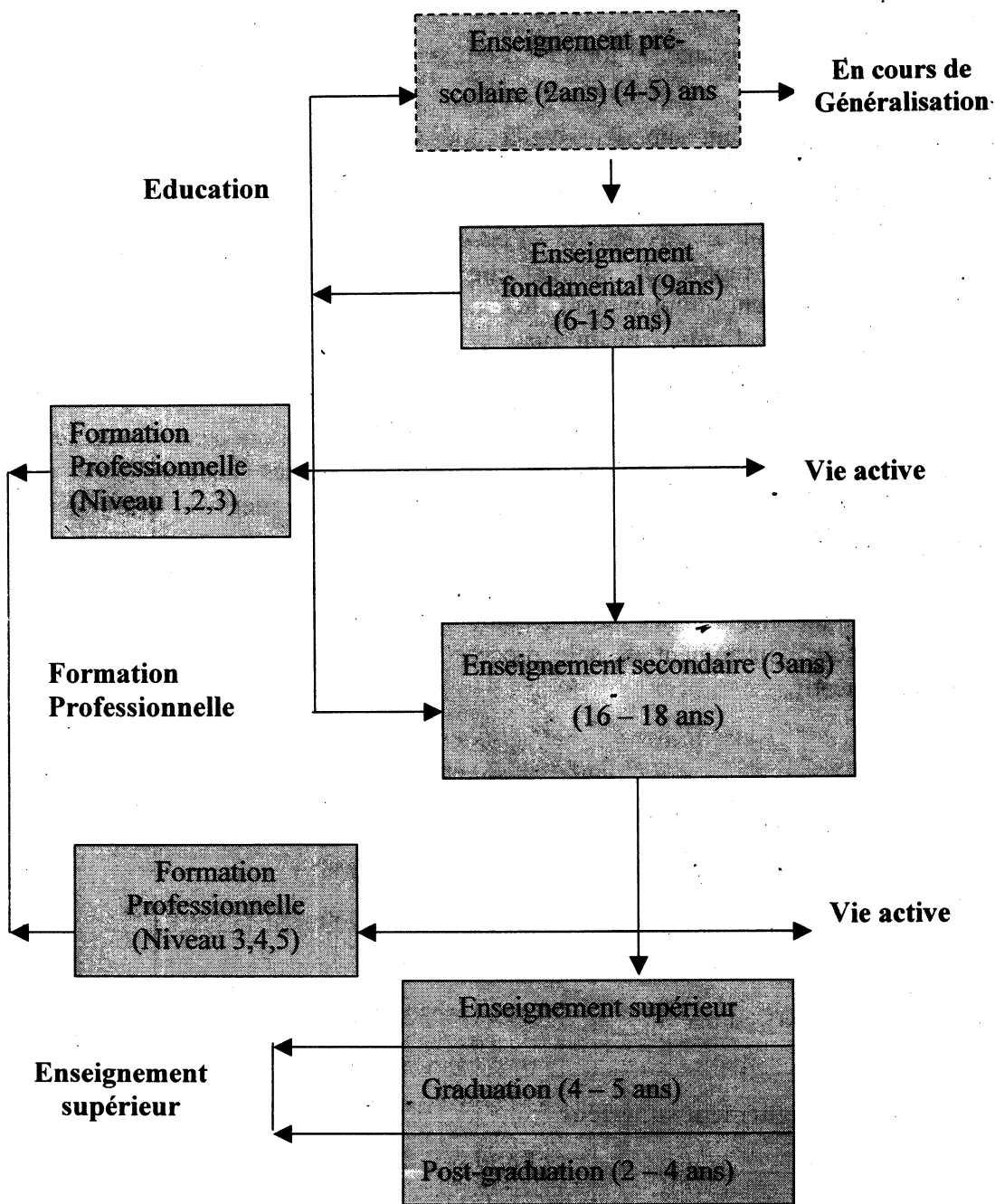


Fig. (1) Le schéma organisationnel du système éducatif.

Une des conséquences de cette politique a été le recul très significatif du taux d'analphabétisme, et la montée très forte des taux de scolarisation (tab.1)

	1966	1977	1987	1998
Taux d'analphabétisme	75 %	61.0%	43.6%	31.9%
Taux de scolarisation	47.2 %	70.4 %	79.86%	83.9%

Tab. (1) : évolution des taux d'analphabétisme et de scolarisation

Source: construite à partir des données de l'office national des statistique (ONS) .

1.1 - Le schéma d'organisation

Le système éducatif présenté à la fig.(1) est composé de trois sous systèmes : l'éducation, la formation et l'enseignement supérieur .

L'enseignement fondamental est structure en trois paliers qui durent chacun trois années.

A l'issue de la 9^{ème} année du fondamental (AF) les élèves sont orientés vers le secondaire ou vers la formation professionnelle, les décisions d'orientations des élèves se font essentiellement sur la base de notes acquises durant la 9^{ème} AF et les résultats enregistré au brevet d'enseignement fondamental (BEF).

L'enseignement secondaire, quant à lui, se déroule en 3 ans . Il a comme plusieurs restructuration dont la dernière remonte à 1993. La 1^{ère} année secondaire est organisée en trois tronc communs (TC) (Sciences humaines, sciences naturelles et technologie) au terme disquets les élèves sont orientés vers une des spécialités du secondaire général et technologie (9 filières) ou du secondaire technique (6 filières).

Les élèves qui réussissent au baccalauréat peuvent postuler à la poursuite d'études ou formations supérieures. Pour les élèves qui échouent, où qui quittent prématurément l'enseignement secondaire, ils ont la possibilité de postuler à une formation professionnelle ou suivre leurs études par le bais de l'enseignement à distance.

Le post-fondamental comprend également la formation professionnelle qui a pour but de dispenser des qualifications en vue de l'insertion professionnelle des apprenants. Le sous-système de la formation professionnelle assure des formations dans les niveaux vont de l'ouvrier spécialisé (Niv.1) au technicien supérieur (Niv.5), selon différents modes de formation (la formation résidentielle, la formation

L'édification du système éducatif algérien, s'est réalisée à un rythme rapide depuis l'indépendance, et représente aujourd'hui un ensemble de sous systèmes qui est en voie d'être profondément réformé.

Par son ampleur le système scolaire et universitaire algérien a exercé des effets socio-économiques et socioculturels importants sur la société algérienne : conjointement aux investissements économiques réalisés en Algérie particulier durant les années soixante dix, les institutions éducatives, notamment celles de l'enseignement supérieur, ont grandement contribué au développement d'une classe moyenne influente, formée de cadres administratifs, d'enseignants, de médecins, d'ingénieurs etc. (Le Recensement de la Population de 1998, évaluait par exemple à 160.000 environ, le nombre d'ingénieurs en Algérie). On peut considérer aussi que l'importance de la présence du système éducatif dans la société a beaucoup contribué également à encourager les processus d'urbanisation qu'a connus l'Algérie depuis l'Indépendance.

Par les transformations structurelles que le développement du système d'enseignement a contribué à déterminer, celui-ci a aussi favorisé l'ouverture de la société à son environnement extérieur, par les transferts technologiques qu'il a rendu nécessaires, par les coopérations entre experts qu'il a suscités, par le nombre considérable d'Algériens qui ont bénéficié de formations à l'étranger.

La première partie de cette communication sera consacrée à rappeler les paramètres les plus significatifs du système d'enseignement et de formation et de son évolution. La seconde partie évoquera plus qualitativement un ensemble de questions qui concernent plus directement le rôle de l'université dans les échanges interculturels.

1- Le système éducatif : Un regard critique

L'évolution du système éducatif à largement été conditionne par une politique éducative qui consacre entre autres, les principes de la démocratisation, la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux et l'obligation scolaire de l'enseignement de base. En effet dès l'indépendance, le droit à l'éducation à été l'un des premier objectifs que le système éducatif s'est efforcé de concrétiser.

C'est ainsi qu'il y a eu une forte croissance des effectifs : plus du 1/4 de la population est actuellement sur les bancs des écoles, des collèges, des lycées, des établissements de formations et des universités.

Le système éducatif algérien et ses fonctions dans les processus interculturels

Boussena Mahmoud*

Haddab Mustapha*

Résumé

La très riche expérience que la gestion du système éducatif algérien a accumulée depuis l'indépendance, est susceptible de faire l'objet aboutissant à des résultats d'un grand intérêt, concernant des thèmes de recherche multiples.

L'objectif de cet article est d'analyser dans un premier moment les paramètres les plus significatifs du système éducatif et de son évolution, puis dans un deuxième moment d'évoquer plus qualitativement un ensemble de questions qui concernent directement le rôle de l'université dans les échanges interculturels.

ملخص

إن التجربة الجزائرية في تسيير النسق التربوي منذ استرجاع استقلالها، يمكنها أن تكون محل عدة بحوث تؤدي إلى نتائج جد مهمة.

إن الهدف من هذا البحث هو التعرض بالتحليل في البداية إلى عدد من المؤشرات الأساسية حول النسق التربوي وتطوره، ثم معالجة مجموعة من الأسئلة المتصلة مباشرة بدور الجامعة في التبادلات البيثقافية.

* Labo. « Education – Formation – Travail » .Université d'Alger